

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle Risques accidentels  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

Auxerre, le 17 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AIR LIQUIDE France INDUSTRIE**

Chemin de la Plaine – 89500 VILLENEUVE-SUR-YONNE

Références : 230134

Code AIOT : 0005401259

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2023 dans l'établissement AIR LIQUIDE France INDUSTRIE implanté ZI Chemin de la Plaine, 89500 VILLENEUVE-SUR-YONNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a eu lieu dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR LIQUIDE France INDUSTRIE
- ZI Chemin de la Plaine, 89500 VILLENEUVE-SUR-YONNE
- Code AIOT : 0005401259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site Air liquide de Villeneuve-sur-Yonne est un site à autorisation classé Seveso seuil bas.

Il exerce les activités principales suivantes :

- conditionnement, stockage et distribution de gaz industriels ;
- garnissage de bouteilles d'acétylène ;
- épreuve et équipement de bouteilles de petites capacités.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Détecteurs gaz

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Détecteurs de GPL dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article 37.11	/	Lettre de suite préfectorale	
3	Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques (OLCT100)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Lettre de suite préfectorale	
4	Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques (CEX300)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Lettre de suite préfectorale	
5	Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques (OLC20)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
6	Surveillance et réseau de détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformités majeures mais a soulevé plusieurs points de fragilité qui soulignent l'importance pour l'exploitant d'assurer un meilleur suivi en interne de ses systèmes de détection, sans remettre en cause la pertinence (réelle) de faire appel à un sous-traitant spécialisé.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : État des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un fichier Google Docs stocké dans le cloud (donc accessible à distance en cas d'accident majeur), qui comporte une comparaison automatique avec les limites de l'arrêté d'autorisation, par rubrique ICPE.  Le fichier est mis à jour à partir de SAP (en temps réel pour la gestion des stocks) ou par lecture directe pour certaines cuves sans report du volume stocké.  Le jour de l'inspection, le site ne contenait ni acétone ni hydrogène.  Le site contenait le jour de l'inspection 2,8 t de propylène et 1,05 t de propane, ce qui n'appelle pas de remarques.  Les autres matières ne relevant pas des ICPE sont suivies, mais pas de façon automatisée.</p> <p>L'exploitant a présenté les fiches de données de sécurité (FDS) suivantes, sur demande de l'inspection :  - Kyrène (propylène &gt; 95% + propane), datée de juin 2015.  - propane, datée de septembre 2017.  Sans identifier de problème de mise à jour, l'inspection a constaté que l'exploitant disposait d'une copie au poste de garde.</p>
<p><b>Observations :</b> Selon l'exploitant, aucun produit dangereux ne relevant pas de la réglementation ICPE n'est présent sur site.  <b>Il convient que l'exploitant adapte son tableau de suivi pour y suivre également les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées, de façon à pouvoir répondre de façon automatisée aux demandes d'informations en cas de crise, qui ne se limitent pas aux matières dangereuses classées ICPE.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Détecteurs de GPL dans l'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article 37.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détecteurs de GPL dans l'atmosphère
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des détecteurs de gaz seront installés dans le centre, en tenant compte des caractéristiques des gaz à détecter, des risques de fuites, des risques d'inflammation et de la sensibilité de l'environnement. Sa consistance et l'implantation sont établies sous la responsabilité de l'exploitant et communiquées à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>L'ensemble des détecteurs sera étalonné pour réagir à 20 % du niveau bas d'explosivité du gaz considéré. A ce seuil, des alarmes visuelles et sonores seront déclenchées ; ces alarmes seront au moins retransmises au niveau du poste de contrôle.</p> <p>Par ailleurs et pour les seuls détecteurs situés dans l'emprise des stockages fixes de GPL, deux seuils d'alarme devront être prévus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un premier seuil, situé à 20 % du niveau bas d'explosivité, qui déclenchera l'alarme sonore et visuelle visée ci-dessus,</li> <li>- un second seuil, situé à 50 % du niveau bas d'explosivité, qui entraînera la mise en sécurité du dépôt.</li> </ul> <p>Cet état de mise en sécurité consistera en la fermeture des vannes automatisées sur les canalisations de transport et des vannes automatisées d'entrée et de sortie des réservoirs, en arrêt des pompes, compresseurs, moteurs et alimentation en énergie autres que ceux nécessaires au fonctionnement des équipements de sécurité et d'intervention et en la mise en service du refroidissement des réservoirs. Ces moyens sont à mettre en œuvre dans un délai maximal de deux ans.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant précise que les seuls stockages fixes de GPL sont ceux de kyrène et de propane. Le site dispose d'un report sur la centrale d'alarme MX32.</p> <p>Le site est équipé de détecteurs de propane qui servent aussi pour le kyrène (qui contient du propane à plus de 5 %), avec l'usage de tables de conversion fournies par le fabricant.</p> <p>Les détecteurs sont dotés de seuil (standards du groupe) plus stricts que ceux prescrits par la réglementation, ce qui assure son respect, avec un premier seuil à 15 % qui déclenche une alarme sonore et visuelle avec un report au poste de garde et un appel à l'agent d'astreinte et un second à 30 % qui déclenche la coupure des vannes de gaz.</p> <p>L'inspection a constaté que le report d'alarme au poste de garde concerne uniquement les alarmes de sécurité incendie. Les reports des détecteurs gaz sont considérés par l'exploitant comme des alarmes "techniques" avec report sur une centrale avec alarme sonore et visuelle au service maintenance et à l'atelier de garnissage où du personnel est toujours présent, du moins pendant les heures de travail. Ces alarmes ne sont donc pas reportées à des locaux avec une présence permanente de personnel. Un report vers l'agent d'astreinte est cependant effectué.</p> <p><b>Il convient que l'exploitant justifie l'absence d'impact sur la sécurité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des arrêts par zone lors de la mise en sécurité,</li> <li>- de l'absence de report au poste de garde des alarmes techniques liées aux détecteurs gaz.</li> </ul> <p>L'exploitant précise que l'arrêt des pompes et autres équipements listés se fait par zones et non pas sur l'ensemble du site (ce qui semble implicitement demandé : "la mise en sécurité du dépôt"). La mise en sécurité globale du site peut être faite de façon manuelle.</p> <p>Le système de refroidissement mentionné consiste selon l'exploitant en un déploiement de RIA de façon manuelle, ce qui est confirmé par l'étude de dangers (mise à jour de 2010) qui classe les RIA en Equipement Importants Pour la Sécurité.</p>
<b>Observation:</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les cartographies de l'annexe 7 de l'étude de dangers, sous format électronique et en 4 versions papier.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**N° 3 : Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques (OLCT100)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] B.- L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose de fiches réflexes pour chaque Equipement Important pour la Sécurité "EIS" (quand c'est pertinent avec une action consécutive) avec mention de ce qui se passe en cas de déclenchement, les modes dégradés prévus. L'exploitant dispose d'une liste de EIS sur tableur, avec lien vers les fiches réflexes.</p> <p>L'exploitant a fourni la fiche technique du constructeur révision F de 2013. Les détecteurs de la gamme OLC 100 sont réservés à la détection des vapeurs explosives au moyen d'une cellule à pont de Wheatstone. Ces détecteurs servent pour la cabine de peinture "ALIS". Les détecteurs ne sont pas en zone ATEX car l'exploitant utilise de la peinture acrylique sans solvant. Ils sont en intérieur donc dans des plages de températures conformes à ce qui est demandé (- 50° C à + 70° C). Le capteur est bien positionné vers le bas comme demandé.</p> <p>Ils sont contrôlés 1 fois/an avec contrôle de l'asservissement de coupure de la vanne d'arrivée du gaz et de l'électricité (pour la zone de la cabine de peinture) et 1 fois/an que pour le détecteur. Les contrôles sont effectués par la société SODEX (auparavant par le fabricant Oldham dont SODEX a repris les salariés). Le contrôle se fait avec du gaz CH4, corrigé par la table de correspondance du fabricant.</p> <p>L'inspection a consulté les rapports SODEX des 20/07/2022 et 18/01/2022. Ils n'appellent pas de remarque de l'inspection. Aucun manquement aux 4 critères (Efficacité, Cinétique, Testabilité, Maintenance) demandés pour une MMR (ce qui n'est pas le cas) n'a été identifié. La maintenance des vannes gaz est réalisée par le service maintenance de l'exploitant qui contrôle l'étanchéité, le bon fonctionnement est testé par SODEX.</p> <p>La fiche technique du constructeur prescrit : - "Eviter les dépôts de poussière" - "Le détecteur sera positionné au niveau du sol, au plafond, à hauteur des voies respiratoires ou à proximité des gaines d'extraction d'air, en fonction de la densité du gaz à détecter ou de l'application." L'inspection a constaté que le détecteur était dans un milieu très poussiéreux et à une hauteur légèrement inférieure à la source. L'exploitant indique que le nettoyage interne est fait par SODEX à chaque contrôle plus un nettoyage de la zone tous les mois par l'exploitant. Il indique que le gaz est léger alors que le Propane GPL est plus lourd que l'air.</p> <p><b>Il convient que l'exploitant justifie (en lien avec son prestataire) :</b> - l'absence d'impact sur la sécurité du fort empoussièrement, - le bon placement en hauteur des détecteurs, et prenne les éventuelles actions correctives nécessaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] B. - L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.  L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.  Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a fourni la fiche technique du constructeur intitulée Série 300 Utilisation et Maintenance, réalisée par OLDHAM mais non datée.  Les détecteurs de gaz de la série 300 sont destinés à la mesure de gaz aux vapeurs combustibles.  Ces détecteurs servent pour détecter le propane en zone "Kyrène conditionnement" et "Kyrène chaufferie".</p> <p>Ils sont en intérieur donc dans des plages de températures conformes à ce qui est demandé  (– 25° C à + 60° C).  Le capteur est bien positionné vers le bas comme demandé.</p> <p>Ils sont contrôlés 1 fois/an avec contrôle de l'asservissement de coupure de la vanne d'arrivée du gaz et de l'électricité (pour la zone concernée) et 1 fois/an que pour le détecteur.  Les contrôles sont effectués par la société SODEX (auparavant par le fabricant Oldham dont SODEX a repris les salariés).  Le contrôle se fait avec du gaz CH<sub>4</sub>, corrigé par la table de correspondance du fabricant.</p> <p>La fiche technique du constructeur prescrit :  - "Eviter les dépôts de poussière"  - "Le détecteur sera positionné au niveau du sol, au plafond, à hauteur des voies respiratoires, ou à proximité des gaines d'extraction d'air, en fonction de la densité du gaz à détecter ou de l'application."  - "Note : il est important de calibrer le détecteur avec le débit prévu. En effet, celui-ci permet d'obtenir une mesure identique à la concentration de gaz qui sera mesurée dans les conditions réelles d'utilisation du détecteur. Un débit de gaz de calibrage trop élevé entraîne une sous-estimation de la concentration réelle".</p> <p>L'inspection a consulté les rapports SODEX des 20/07/2022 et 18/01/2022. Le contrôle de juin 2022 demandait 3 remplacements de pièces (dont la centrale). L'inspection a en effet constaté un changement des numéros de référence de la centrale entre les 2 contrôles. Ce même contrôle n'indique pas le test de la chaîne entière pour la zone "kyrène conditionnement" (il a été fait pour la chaufferie). Le dernier contrôle signalait un problème de débit de gaz lors du calibrage.</p> <p><b>Il convient que l'exploitant justifie (en lien avec son prestataire) :</b>  - l'absence d'impact sur la sécurité du problème de débit de gaz lors du calibrage,  - réalise le prochain test (et en informe l'inspection) de la zone "kyrène conditionnement" sur l'ensemble de la chaîne et prenne les éventuelles actions correctives nécessaires.</p> <p>Aucun manquement aux 4 critères (Efficacité, Cinétique, Testabilité, Maintenance) demandés pour une MMR (ce qui n'est pas le cas) n'a été identifié.  La maintenance des vannes gaz est réalisée par le service maintenance de l'exploitant qui contrôle l'étanchéité, le bon fonctionnement est testé par SODEX.  L'inspection a constaté que le détecteur était dans un milieu très poussiéreux et (uniquement pour la zone Kyrène conditionnement) à une hauteur légèrement inférieure à la source. L'exploitant indique que le nettoyage interne est fait par SODEX à chaque contrôle plus un nettoyage de la zone tous les mois par l'exploitant. Il indique que le gaz est léger alors que le Propane GPL est plus lourd que l'air.</p> <p><b>Il convient que l'exploitant justifie (en lien avec son prestataire) :</b>  - l'absence d'impact sur la sécurité du fort empoussièrement,  - le bon placement en hauteur des détecteurs,  et prenne les éventuelles actions correctives nécessaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a fourni la fiche technique du constructeur intitulée Capteur OLC 20 Installation et utilisation, réalisée par OLDHAM mais non datée. Les détecteurs de gaz de la série OLC20 sont des capteurs à cellule catalytique et destinés à la détection des gaz combustibles. Ils sont disponibles uniquement en mode de protection antidéflagrante, le type certifié est OLC20D. Ces détecteurs servent pour détecter le propylène dans le tunnel (zone ATEX) de peinture "ALIS".</p> <p>Ils sont contrôlés 1 fois/an avec contrôle de l'asservissement de coupure de la vanne d'arrivée du gaz et de l'électricité (pour la zone concernée) et 1 fois/an que pour le détecteur. Les contrôles sont effectués par la société SODEX (auparavant par le fabricant Oldham dont SODEX a repris les salariés). Le contrôle se fait avec du gaz CH<sub>4</sub>, corrigé par la table de correspondance du fabricant.</p> <p>La fiche technique du constructeur prescrit : - "Calibrage : Faire le calibrage selon la procédure définie au cours du stage d'habilitation dispensé par OLDHAM S.A. ou par une personne agréée par OLDHAM S.A." - "La cellule de mesure sera orientée vers le bas. L'implantation physique du TRANSMETTEUR dépendra de la nature du gaz à détecter : · En point haut, si le gaz est plus léger que l'air. · En point bas, si le gaz est plus lourd que l'air. · A proximité des ouïes d'extraction en cas de ventilation mécanique. · Plus généralement, aux endroits où le gaz risque de s'accumuler. Malgré son haut degré de protection (IP66), il pourrait être nécessaire dans certains cas de protéger le TRANSMETTEUR des intempéries (pluies, poussières, rayons directs du soleil...), de projections directes de produits d'entretien ou de nettoyage (encrassement de la cellule de détection)."</p> <p>L'inspection a consulté les rapports SODEX des 20/07/2022 et 18/1/2022. Ils n'appellent pas de remarque de l'Inspection.</p> <p>Aucun manquement aux 4 critères (Efficacité, Cinétique, Testabilité, Maintenance) demandés pour une MMR (ce qui n'est pas le cas) n'a été identifié. La maintenance des vannes gaz est réalisée par le service maintenance de l'exploitant qui contrôle l'étanchéité, le bon fonctionnement est testé par SODEX.</p> <p>L'inspection a constaté que le détecteur était dans un milieu très poussiéreux et que le détecteur en entrée du tunnel est placé à l'horizontale et pas vers le bas comme prescrit par le fabricant.</p> <p><b>Il convient que l'exploitant justifie (en lien avec son prestataire) l'absence d'impact sur la sécurité :</b> - du fort empoussièrement, - de l'orientation à l'horizontal du détecteur en entrée de tunnel, et prenne les éventuelles actions correctives nécessaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance et réseau de détecteurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A. - L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).</p> <p>Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.</p> <p>L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.</p> <p>B. - Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance.</p> <p>Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention.</p> <p>C. - Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1<sup>er</sup> septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions des points A et B du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fourni de justificatifs du dimensionnement et du positionnement de détecteurs, mais rappelle qu'ils figurent dans le dossier de demande d'autorisation de 1996 qui a été instruit sans remarques à ce sujet.</p> <p>L'analyse des risques de l'exploitant montre que les explosimètres ne sont pas des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) ni même des Equipements Importants pour la Sécurité (EIPS) au sens de la réglementation ICPE.</p> <p>L'exploitant a fourni la liste de ses détecteurs de gaz.</p> <p>Leur entretien est réalisé par le prestataire SODEX.</p> <p>Le suivi des interventions se fait dans une GMAO qui inclut les opérations de maintenance préventive ainsi que les rapport SODEX.</p> <p>Les déclenchements des détecteurs sont enregistrés. En cas d'"incident potentiellement grave touchant à la sécurité", un suivi est réalisé par leur logiciel "REACT Sécurité" avec élaboration d'un arbre des causes et mise en place d'actions correctives.</p> <p>L'inspection a constaté l'enregistrement d'un incident le 3/11/2022 lors d'un surremplissage manuel qui n'appelle pas de remarques.</p> <p>Les détecteurs disposent d'un report vers la télésurveillance qui fonctionne 24h/24, ainsi que vers l'agent d'astreinte qui doit être présent sur site en 20 minutes (ce qui est plus strict que la réglementation nationale qui impose 30 minutes).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet